



**DEPARTEMENT  
DE LA HAUTE GARONNE  
COMMUNE DE TOULOUSE**

**STE LATECOERE**

*Demande  
d'autorisation  
environnementale  
relative au projet  
de création et  
d'exploitation  
d'une nouvelle usine de  
pièces élémentaires  
aluminium (ICPE)*

**ENQUÊTE  
PUBLIQUE**

(15 octobre au 15 novembre 2018)

**CONCLUSIONS  
DU  
COMMISSAIRE  
ENQUETEUR**

(Jean-Claude BARTHES)



# **CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

## **I / LE PROJET**

### **I.1 Consistance du projet**

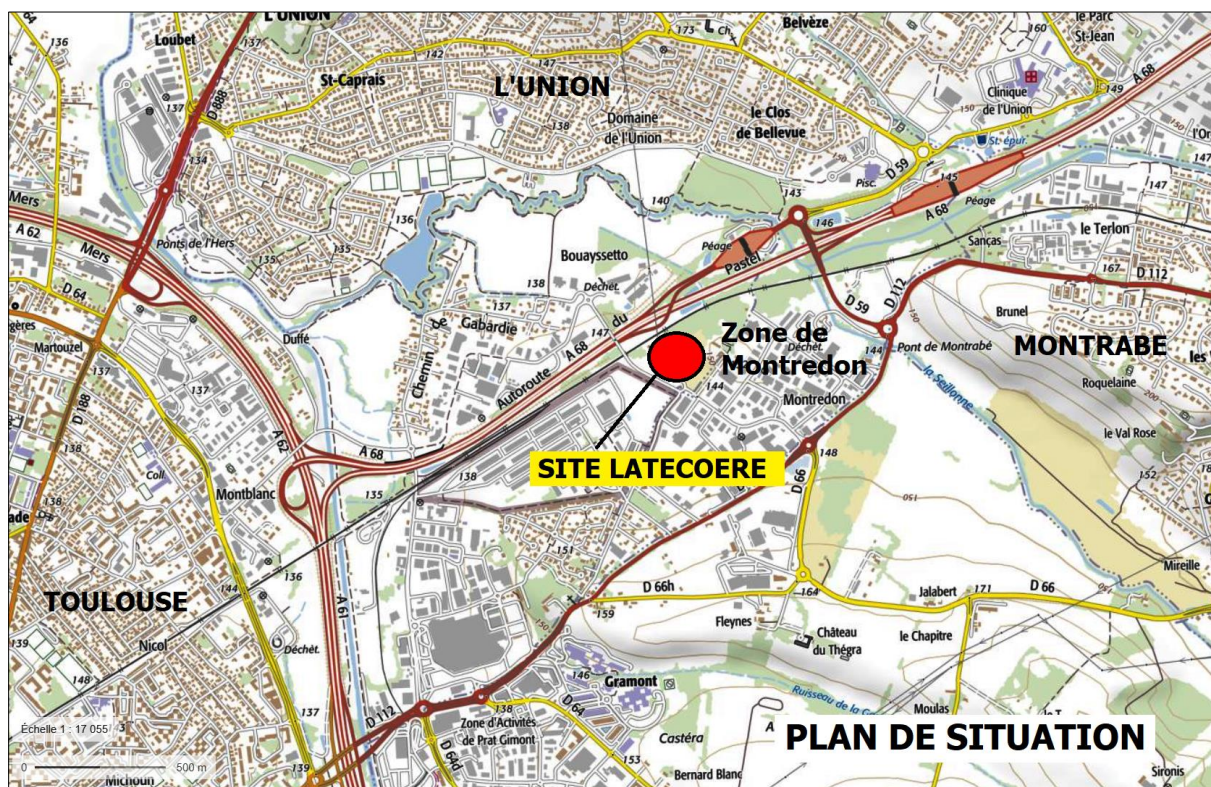
Le projet retenu consiste à transférer une partie des activités de production, de la rue de Périole vers la zone industrielle de Montredon, **en construisant une usine neuve répondant aux normes environnementales actuelles aussi bien pour les salariés que pour le voisinage**. Cette activité correspond à une volonté forte du groupe de conserver de l'activité manufacturière en France et notamment dans la métropole toulousaine.

Le site emploiera jusqu'à 180 personnes (y compris le personnel intérimaire et les prestataires). 160 personnes au maximum seront présentes en même temps sur le site (un certain nombre de personnes travaillant en équipe). Le personnel sera transféré du site de Périole. Le personnel de production fonctionnera en 3 x 8, 7 jours sur 7.

Les objectifs affichés de ce projet et de son implantation sur le site de Montredon, distant de 9 km de la rue de Périole, sont :

- De s'éloigner du cœur de la ville de Toulouse pour être dans une zone industrielle plus appropriée aux activités,
- De rester assez proche de la rue de Périole pour deux raisons : rester proche du siège social pour des facilités de fonctionnement et rester proche pour conserver les salariés. Cette implantation permet aussi de profiter de l'infrastructure de transport de Toulouse Métropole.

Le projet est situé sur la commune de Toulouse (31) dans la zone industrielle de Montredon au nord-est de la commune de Toulouse.





L'objectif du groupe est de faire de la future usine de Montredon une usine de pièces élémentaires aluminium end-to-end : la matière entre dans l'usine et des pièces élémentaires terminées et conformes en sortent, toutes dédiées au marché aéronautique.

Le déménagement a été prévu en 2 phases : la phase 1 dont les installations ont été livrées début d'année 2018 et **la phase 2 objet de la présente demande d'autorisation environnementale**.

Le site de Montredon est actuellement soumis au régime de la déclaration (récépissé du 12 décembre 2016) et réglementé par l'arrêté de prescriptions spéciales du 13 mars 2017. Les installations visées par l'arrêté précité constituent la phase 1 du projet dont les installations sont en fonctionnement.

La mise en exploitation de la phase 2, est prévue pour le mois d'octobre 2019, pour un démarrage de la production début 2020.

En phase 2 le projet, objet de la présente enquête, consiste à créer une extension en façade ouest du bâtiment principal existant construit lors de la phase 1 ainsi que des locaux techniques associés et un restaurant d'entreprise. Il est mentionné dans le dossier que cette phase ne nécessitera pas un nouvel avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN).



Cette extension objet de la demande d'autorisation environnementale accueillera les activités suivantes :

- Extension de l'atelier usinage ;
- Atelier de protection des surfaces :
  - chaîne automatique de traitement de surfaces ;
  - contrôle non destructif (ressuage) intégré à la chaîne automatique ;
  - peinture : local de préparation peinture, cabines d'application peinture liquide, cabine d'application peinture poudre, étuves de désolvatation, étuves de séchage, marquage.

La société LATECOERE est propriétaire du terrain qui représente une surface totale d'environ 4 ha. La construction du bâtiment principal dédié à la fabrication de pièces aéronautiques ainsi que des espaces extérieurs (voie d'accès, parking, clôtures périmétriques, fossés, bassins de rétention,

espaces verts) a été réalisée durant la phase 1. La phase 2 regroupe l'extension de ce premier bâtiment, des locaux techniques associés, d'un restaurant d'entreprise, et l'ajout d'ombrières photovoltaïques sur le parking. À l'issue des deux phases, le bâti représentera une superficie totale de 9 200 m².

## **I.2 Capacités techniques et financières de l'entreprise**

Les capacités techniques et financières de la société LATECOERE sont présentées dans le dossier de demande d'autorisation. La société exerce déjà les futures activités de l'usine de Montredon sur son site situé rue de Périole à Toulouse. LATECOERE est une entreprise internationale, qui possède plusieurs filiales dans le monde. Son siège social est localisé à Toulouse. Le chiffre d'affaires de la société LATECOERE pour l'année 2016 s'est élevé à 655 200 000 €, pour un résultat net de 30 200 000 € ce qui permet de mesurer les capacités techniques et supposer la bonne santé financière de cette entreprise.

## **I.3 Compatibilité du projet avec les règles d'urbanisme**

Le projet se situe en zone UE1 (Zone Urbaine économique) du PLU de Toulouse Métropole, zone dédiée à l'économie dans laquelle les industries peuvent être autorisées. Le projet a fait l'objet d'une demande de permis de construire actuellement en cours d'instruction.

La compatibilité du projet avec le règlement du Plan Local d'Urbanisme (dernière modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, approuvée par délibération du 15 mai 2017) est justifiée. Il est à noter que, selon le plan de zonage global du PLU, le terrain d'implantation du projet comporte un espace boisé classé qui sera préservé dans le cadre du projet.

## **II / L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **II.1 / Objet de l'enquête**

La présente enquête publique a pour objet la demande présentée par la société LATECOERE sur le site de Montredon, 4 impasse Montredon 31200 Toulouse en vue d'obtenir l'autorisation environnementale, relative au projet de création et d'exploitation d'une nouvelle usine de pièces élémentaires aluminium. Elle constitue un préalable obligatoire à l'autorisation préfectorale nécessaire à la réalisation de ce projet.

### **II.2 / Contexte réglementaire**

Le projet objet de la présente demande d'autorisation environnementale qui constitue la phase 2 de l'opération, est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2560, à déclaration au titre des rubriques 2575, 2940, 4441 et 4802 et à autorisation au titre des rubriques 2565 et 3260 (classement prévu des activités du site vis-à-vis du Code de l'Environnement, Livre V – Titre I – Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Le projet relève de la directive sur les émissions industrielles (IED), il est donc soumis à étude d'impact, en vertu de la rubrique n°1 du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

L'installation est également concernée par la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE qui prévoit un rayon d'affichage de 3 km ce qui a été bien pris en compte dans l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête.

### **II.3 / L'enquête publique et son déroulement**

L'enquête publique s'est déroulée du **lundi 15 octobre au jeudi 15 novembre 2018 inclus**, soit 32 jours, dans les services de la mairie annexe de TOULOUSE, maison de la citoyenneté Toulouse Est 8 bis avenue du Parc, siège de l'enquête. Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public à la mairie annexe de Toulouse aux jours et heures fixées par l'arrêté préfectoral.

Un dossier d'enquête ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ont été mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête au siège de l'enquête publique indiqué ci-dessus. Un dossier d'enquête sans registre a également été mis à la disposition du public dans les communes situées dans un rayon de 3 km du projet à savoir : L'UNION, ST JEAN, MONTRABE, ROUFFIAC-TOLOSAN, BALMA et PIN-BALMA.

Le public a pu prendre connaissance du dossier aux jours et heures habituels d'ouvertures des mairies ainsi que sur le dossier dématérialisé consultable sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne à l'adresse suivante <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

Le dossier a été également consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public pendant la durée de l'enquête au siège de l'enquête à la mairie de Toulouse indiqué ci-dessus.

Le public a eu la possibilité de consigner des observations, propositions et contre-propositions éventuelles au siège de l'enquête sur le registre d'enquête.

Toutes observations ont pu également parvenir par écrit, pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur en les adressant à l'adresse du siège de l'enquête citée ci-dessus ou bien à la Direction Départementale des Territoires, unités des procédures environnementales (cité administrative 2 Bd armant Duportal 31074 Toulouse) ou encore par voie électronique à : [ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr).

Les mesures de publicité et d'affichage, prescrites par l'arrêté préfectoral, ont bien été réalisées dans les conditions décrites dans le rapport. Les parutions légales ont été effectuées dans les délais réglementaires.

L'avis d'enquête a également fait l'objet d'un affichage dans les six autres mairies des communes concernées par l'enquête publique situées dans un rayon de 3 km du projet.

La mairie de Toulouse a fait part au commissaire enquêteur de l'important plan d'affichage de l'avis d'enquête mis en place qui a concerné l'accueil du Capitole, la mairie annexe de quartier de La Roseraie siège de l'enquête mais aussi l'ensemble des mairies de quartier de Toulouse soit 15 points d'affichages, ainsi que le site internet de la mairie de Toulouse.

Le commissaire enquêteur a vérifié oralement auprès des autres communes situées dans le rayon de 3 km du projet que cette formalité avait bien été accomplie.

Le jeudi 18 octobre 2018 jour de la visite du site du projet le commissaire enquêteur a pu constater que l'affichage de l'avis d'enquête avait bien été mis en place, à l'entrée de l'usine LATECOERE, bien visible en bordure de la voie publique, conformément à l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique. LATECOERE a indiqué que cet affichage à l'entrée de l'usine avait fait l'objet d'un constat d'huissier.

Le commissaire enquêteur a pu constater lors de sa 1<sup>ère</sup> permanence que l'affichage de l'avis d'enquête était bien en place à la mairie annexe de Toulouse (la Roseraie), siège de l'enquête sur le panneau extérieur de la mairie.

L'avis d'enquête a également fait l'objet d'une publicité par voie de presse par les soins de la Préfecture de la Haute-Garonne dans les 15 jours qui ont précédé l'ouverture de l'enquête :

- **la Dépêche du Midi, le mercredi 26 septembre 2018**
- **l'Opinion Indépendante le vendredi 28 septembre 2018**

Puis dans les 8 premiers jours de l'enquête :

- **la Dépêche du Midi, le mardi 16 octobre 2018**
- **l'Opinion Indépendante, le vendredi 19 octobre 2018**

Toutes les personnes susceptibles d'être intéressées par le projet ont eu la possibilité de s'informer et formuler des observations écrites, orales ou par voie électronique. Néanmoins malgré la publicité réglementaire réalisée, qui s'est pourtant traduite par un important plan d'affichage et dans les journaux, cette enquête a peu mobilisé la population. L'absence d'intérêt pour cette enquête ne semble pas provenir d'un manque d'information du public mais plutôt du fait qu'il s'agit d'une enquête



portant sur un site situé dans une zone industrielle à l'écart d'une zone urbanisée mais vraisemblablement aussi par le fait qu'il s'agit d'une extension d'une usine existante déjà en place sur ce même site.

Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur a pris contact avec Mme Sandrine GAU du service de la DREAL qui a bien voulu donner quelques éléments permettant de compléter son information sur le projet.

Enfin à noter la bonne coopération de l'équipe LATECOERE en charge du projet qui s'est montrée à l'écoute pendant toute la durée de l'enquête avec le souci de répondre rapidement aux questions posées. Il en est de même avec la mairie de Toulouse et l'autorité organisatrice de l'enquête qui ont fait en sorte que cette enquête se déroule dans de bonnes conditions.

La présente enquête a été clôturée le 15 novembre 2018 à 18 h et le registre d'enquête clos et récupéré par le commissaire enquêteur.

Le procès-verbal des observations du public a été adressé au responsable du projet avec son accord par courrier électronique et par voie postale le vendredi 16 novembre 2018.

Le commissaire enquêteur a reçu par voie postale le mémoire en réponse du responsable du projet le samedi 24 novembre 2018.

### **III / LE DOSSIER D'ENQUETE**

Le dossier assez volumineux est bien présenté, il propose un enchaînement logique des sujets traités qui abordent bien les impacts de l'installation sur l'environnement et les risques sanitaires. Il est plus difficile de se repérer dans les annexes qui ne comportent pas toutes de page de garde avec titre. Il contient un résumé non technique de l'étude d'impact et de l'étude de danger qui facilite la compréhension du projet pour un public non averti.

Le dossier prend bien en compte la phase 1 du projet déjà réalisée en expliquant les différentes démarches règlementaires déjà accomplies et la phase 2 objet de la présente demande d'autorisation environnementale avec les extensions envisagées.

Le dossier présente aussi l'ensemble des activités et des installations sur le site mais en dehors du plan de masse il n'y a pas de renseignements sur les caractéristiques en hauteur des bâtiments à construire qui peuvent avoir un impact sur le paysage et le voisinage (lors de la visite du site il a été indiqué que la hauteur du projet serait identique à celle du bâtiment construit en phase 1). A noter que les pièces et plans qui permettraient un examen plus complet des constructions projetées font l'objet d'une demande de permis de construire qui est en cours d'instruction dans les services techniques de la ville de Toulouse qui examinerons le dossier au regard des dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole.

L'étude d'impact qui constitue la pièce maîtresse du dossier est conforme aux prescriptions de l'article R122-5 du code de l'environnement, son contenu paraît proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet. Elle permet d'identifier les principaux impacts du projet sur l'environnement et les mesures prises par le responsable du projet pour en limiter les effets.

Il n'y a pas dans le dossier soumis à enquête publique d'avis des services de l'Etat notamment de l'Autorité Environnementale ce qui est regrettable.

Conformément à l'article D.181-15-2-3° du code de l'environnement, les capacités techniques et financières de la société sont présentées dans le dossier de demande d'autorisation.

### **IV / LES IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

L'examen du dossier d'enquête, notamment de l'étude d'impact et les informations recueillies par le commissaire enquêteur auprès des services de la DREAL, ont permis d'identifier les principaux effets

de l'installation sur l'environnement dont le détail figure dans la partie rapport au paragraphe B.3 / ETUDE D'IMPACT et B.4 / ETUDE DE DANGERS.

## **V / LES OBSERVATIONS LIEES AU PROJET**

### **V.1 / L'avis de l'Autorité Environnementale**

L'Autorité Environnementale, service compétent pour apprécier la qualité du dossier notamment de l'étude d'impact et de dangers, n'a pas émis d'avis dans le délai qui lui était imparti ce qui est un cas de figure prévu par la réglementation. Cet avis de l'AE qui ne figure donc pas dans le dossier d'enquête aurait permis d'éclairer le public sur la manière dont le responsable du projet a pris en compte les enjeux environnementaux ainsi que le commissaire enquêteur qui aurait disposé de la vision experte des services de l'Etat sur ce projet. D'autre part, l'absence d'avis permet de supposer que le dossier mis à l'enquête est complet et régulier.

Néanmoins comme prévu à l'article L.123-13 du code de l'environnement le commissaire enquêteur a pu recueillir auprès de la DREAL au service des Installations classées (Mme Sandrine GAU) quelques éléments permettant de compléter son information sur le projet.

### **V.2 / L'avis des Conseils Municipaux**

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018, les conseils municipaux des communes concernées par le projet, dans un rayon de 3 km, ont été appelés à donner un avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête :

<b>COMMUNES</b>	<b>Date Délibération ou courrier</b>	<b>Avis sur le projet</b>
<b>TOULOUSE</b>	21/11/2018	Observations (voir ci-dessous)
<b>L'UNION</b>	-	Pas d'avis émis
<b>SAINT JEAN</b>		Pas d'avis émis
<b>MONTRABE</b>		Pas d'avis émis
<b>ROUFFIAC-TOLOSAN</b>		Pas d'avis émis
<b>BALMA</b>		Pas d'avis émis
<b>PIN-BALMA</b>		Pas d'avis émis

Seule la commune de TOULOUSE a émis un avis sur le projet LATECOERE. Cet avis porte sur le rayon d'affichage, les nuisances sonores, l'accident majeur qui conduirait à l'émission de fumées nocives par rapport à l'habitation voisine du projet.

Ces observations sont traitées dans le rapport d'enquête au titre V paragraphe V.2 (page 20).

Pour les 6 communes qui n'ont pas émis d'avis sur le projet, celui-ci peut être considéré comme favorable.

### **V.3 / Les observations du public**

Le commissaire enquêteur a reçu seulement 2 personnes avec lesquelles il a eu un entretien oral. L'une de ces personnes a déposé une contribution écrite sur le registre d'enquête, l'autre personne représentant le propriétaire de la seule habitation située en limite du projet, a fait part de ses sentiments sur le projet et a émis par voie électronique 2 contributions relatives à ses inquiétudes essentiellement par rapport aux rejets de polluants atmosphériques dans l'air et également sur les mesures prévues en cas d'incendie majeur. Ces observations se décomposent comme suit :

<b>Mode d'expression des observations</b>	<b>Lieu EP : Mairie annexe de Toulouse (La Roseraie)</b>	<b>Total</b>
Inscription sur le registre	1	1
Courrier	0	0
Courrier électronique	2	2
<b>Total Général</b>		<b>3</b>



Ces différentes observations ont fait l'objet de réponses de la part du responsable du projet et d'un commentaire du commissaire enquêteur (Voir rapport titre V paragraphe V.2 et V.3 page 20 et suivantes).

## **VI / LES CONSIDERATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Pour justifier et motiver son avis sur le projet, le commissaire enquêteur a tenu compte :

### **Des éléments généraux suivants :**

- L'enquête publique qui s'est déroulée dans les formes réglementaire conformément à l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 sans aucun incident qui vienne en perturber son bon déroulement ;
- L'ensemble des mesures de publicité à l'ouverture de l'enquête qui ont été effectuées conformément à la réglementation : publicité dans les journaux, plan d'affichage important de la ville de Toulouse (15 points d'affichage), affichage dans les communes concernées par le rayon de 3 km du site du projet et sur le site internet de la préfecture ;
- Le dossier d'enquête publique mis à la disposition du public conforme à la réglementation qui comporte tous les éléments permettant une bonne information du public sur l'opération projetée et son impact sur l'environnement ;
- L'avis de la commune de Toulouse qui a émis quelques observations sur le projet et l'absence d'avis des 6 autres communes concernées par le projet que l'on peut considérer comme favorables.
- Les éléments d'information obtenus après avoir interrogé les services compétents de l'Etat (DREAL) ;
- Le projet qui respecte la réglementation des installations classées auquel il est soumis ;
- Les capacités techniques et financières de la société LATECOERE de conduire ce projet et d'effectuer la remise en état du site après arrêt complet éventuel des installations ;

### **Des éléments identifiés comme étant positifs pour le projet :**

- Le site qui n'est pas situé dans un Parc Naturel, ni dans le périmètre d'une réserve naturelle ou biologique ni sur une zone naturelle du type ZNIEFF ou NATURA 2000 ;
- L'environnement proche du site qui ne présente pas de sensibilité marquante pour la flore, les continuités écologiques, les espaces et sites naturels, le paysage, le patrimoine culturel et archéologique ;
- Le choix de l'implantation du projet par LATECOERE de transférer une partie des installations de la rue Périole, situées dans un milieu fortement urbanisé vers le nouveau site, dans une zone à vocation industrielle destinée à recevoir de telles installations ;
- Le site qui accueille déjà une partie de l'usine autorisée, actuellement en fonctionnement qui a fait l'objet de la phase 1 du déménagement ;
- La conception d'une nouvelle usine moderne qui peut permettre à LATECOERE de développer de nouvelles activités dans des bâtiments répondant mieux aux normes environnementales, aussi bien pour les salariés que pour le voisinage ;
- Il n'y a pas d'effets cumulés de l'installation avec d'autres projets connus dans le rayon de 3 km du site ;



- La proximité du site par rapport aux voies de communication importantes hors zone urbaine (RD 112 / RD 59 / Rocade de Toulouse / A 68).
- La présence d'espaces boisés classés situés à proximité immédiate du projet non impactés par les travaux qui sont susceptibles d'offrir un abri à certaines espèces ;
- La mesure de compensation prévue par LATECOERE notamment celle qui consistera en la mise en place d'un plan de gestion sur un site à LAUNAGUET en vue d'améliorer la qualité des habitats des espèces affectées par le présent projet et la fonctionnalité écologique du terrain ;
- L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée qui montre des niveaux d'exposition obtenus pour les polluants inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine ;
- Les installations projetées qui ne seront pas à l'origine de nuisances sonores ou vibratoires supplémentaires significatives ;
- L'installation qui, en fonctionnement normal, ne doit pas être à l'origine d'aucun rejet dans les sols ou sous-sols et donc d'aucun effet sur les sols et les eaux souterraines ;
- Les effets des eaux pluviales rejetées par le site sur la qualité des eaux qualifiés de faibles notamment compte tenu du traitement effectué avant rejet (séparateurs à hydrocarbure) ;
- Les déchets produits par le site qui seront évacués et traités dans des filières de traitement appropriées ;
- La surveillance du site assurée 24 heures sur 24 par un système de caméras et de détection incendie reporté sur le poste de garde de Périole, au niveau duquel un agent de surveillance est posté en permanence ;
- Les moyens et mesures de prévention et de protection prévus :
  - Mesures constructives : murs coupe-feu, chaînes de traitement de surfaces sur rétentions, séparation des produits incompatibles, alarmes en point bas ;
  - Mesures de surveillance et de détection : personnel, détection gaz et fumée déclencheurs manuels de l'alarme incendie ;
  - Mesures de défense contre l'incendie : réseau eau incendie, réserve d'eau incendie de 740 m<sup>3</sup> pouvant alimenter 6 poteaux incendie, des extincteurs, un bassin de 846 m<sup>3</sup> collectant les eaux de ruissellement des voies de circulation et aires de stationnement, un bassin de 591 m<sup>3</sup> collectant les eaux pluviales des toitures des bâtiments ;
- L'impact économique et social de cette activité, qui permet de créer des emplois et garantir l'emploi sur l'agglomération toulousaine pour 150 personnes ;

#### **Des éléments identifiés comme étant négatifs pour le projet :**

- La phase travaux considérée comme celle qui porte le plus atteinte à la biodiversité compte tenu de la destruction d'habitats naturels et du déplacement de certaines espèces faunistiques protégées (elles sont susceptibles de recoloniser l'aire d'étude en phase d'exploitation). Cette phase travaux a nécessité une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de porter atteinte à leur milieux particuliers qui a été acceptée (arrêté préfectoral n°31-2017-03 du 13 mars 2017 et arrêté préfectoral n°31-2018-05 du 18 mai 2018) ;  
A noter que LATECOERE a prévu, afin de limiter l'impact des travaux sur la biodiversité, de mettre en œuvre tous les moyens techniquement possibles pour atténuer les inconvénients et les nuisances liés aux phases de travaux (bonne gestion des déchets, trafic routier réalisé en journée, surveillance du chantier, engins et camions conformes aux normes acoustiques, etc.) ;

- Le projet (phase 1 et phase 2) qui aura une incidence sur des zones humides sur une surface de 0,37 ha environ. Cette incidence a déjà été prise en compte dans l'arrêté préfectoral précité.
- Le projet qui peut générer des effets à l'extérieur du site susceptibles d'impacter la parcelle habitée voisine.

## **VII / CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Le projet soumis à enquête publique n'a pas entraîné de désapprobations graves émanant du public, cependant il a généré quelques inquiétudes bien légitimes de la part des occupants de la parcelle habitée voisine du site. Les occupants de cette habitation (Mrs Giraud-Peillud) ont rencontré le commissaire enquêteur lors de la permanence du 30 octobre 2018 et ont fait connaître leurs sentiments sur le projet oralement et au moyen de 2 contributions émises par voie électronique.

On peut résumer les observations relevées par le public peu mobilisé par cette enquête ainsi que par la commune de Toulouse qui portent sur :

- Le trafic journalier pour lequel le commissaire enquêteur estime que les installations projetées ne généreront pas une augmentation significative du trafic qui concernera peu de poids-lourds, sur des voies dont les caractéristiques techniques sont suffisantes. Ce trafic journalier lié à l'activité LATECOERE peut être qualifié de négligeable mais viendra s'ajouter au trafic déjà saturé de la rocade de Toulouse aux heures de pointe, préoccupation qui devrait être prise en compte par le Plan de Déplacement Urbain de Toulouse Métropole.
- Les rejets atmosphériques pour lesquels le dossier d'enquête fait état qu'ils seront traités avant rejet dans l'atmosphère. L'évaluation quantitative des risques sanitaires réalisée a montré que les niveaux d'exposition obtenus pour les polluants sont inférieurs aux valeurs limites pour la protection de la santé humaine ;
- Le risque incendie qui correspondant au scénario 5 (dispersion de fumées toxiques suite à l'incendie généralisé du bâtiment de protection de surfaces). Il s'agit des effets irréversibles. L'étude a évalué la probabilité d'occurrence ainsi que la gravité de ce scénario au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. La cinétique de ce phénomène dangereux a été estimée comme lente. Aucun effet domino interne ou externe n'est attendu. Compte tenu de l'évaluation qui en a été faite dans l'étude de dangers et des réponses apportées par le responsable du projet aux interrogations du public, le commissaire enquêteur considère que l'exposition à ce risque reste acceptable.
- La demande d'aménagement du site pour laquelle le commissaire enquêteur a noté l'engagement de LATECOERE de renoncer à la demande de dérogation concernant la hauteur de toutes les cheminées de l'atelier de protection de surface (voir mémoire en réponse du responsable du projet aux observations du public). Cette décision qui va dans le bon sens est de nature à apaiser les inquiétudes des habitants de la parcelle voisine du projet, d'autant que l'habitation se trouve en position surélevée par rapport au niveau de la plateforme du site.
- Les nuisances sonores pour lesquelles, compte tenu des dispositions constructives prises à la conception et des mesures de réduction envisagées (filtres acoustiques) les niveaux sonores générés par les installations projetées devraient respecter les valeurs réglementaires en limites de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée les plus proches. A noter que le propriétaire riverain interrogé par le commissaire enquêteur lors de la permanence du 30/10/2018, sur les nuisances dues au bruit de l'usine déjà en place, n'a fait part d'aucune observation sur ce point.

En conclusion, compte tenu des éléments positifs ou négatifs qui ressortent de l'examen du dossier, le commissaire enquêteur estime que le projet porté par LATECOERE ne présente pas des inconvénients excessifs par rapport aux avantages qu'il présente dont on peut en rappeler les plus importants : atteinte à l'environnement acceptable, choix du site et délocalisation des activités hors zone urbanisée de la Roseraie dans une zone à vocation industrielle, proximité du site par rapport aux voies de communication importantes hors zone urbaine, usine neuve répondant davantage aux normes environnementales actuelles, impact économique et social avec création d'emplois.

Les mesures d'évitement ou de réduction prévues en phase travaux et exploitation, les réponses apportées par le responsable du projet aux interrogations du public, les éléments d'information obtenus après avoir interrogé les services compétents de l'Etat ont permis au commissaire enquêteur de considérer que le projet présenté par LATECOERE prenait en compte de façon proportionnée les enjeux de protection de l'environnement et des risques sanitaires.

**Dans ces conditions, le commissaire enquêteur donne un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société LATECOERE relative au projet de création et d'exploitation d'une nouvelle usine de pièces élémentaires aluminium. Cet avis est assorti toutefois des 2 réserves suivantes :**

- L'obtention de l'autorisation de construire avant tout commencement de travaux ;
- Les hauteurs des cheminées de l'atelier de protection de surface devront respecter les normes en vigueur et ne pas faire l'objet de dérogation ;

**Recommandations pour le responsable du projet :**

- Lors de l'exploitation des nouvelles installations une nouvelle étude acoustique devra être réalisée, par un organisme indépendant agréé, afin de vérifier que les émissions de bruit résiduelles sont conformes à la réglementation,
- Lors de l'exploitation des nouvelles installations un contrôle des valeurs des émissions atmosphériques devra être réalisé par un organisme indépendant agréé comme l'exige la réglementation 1 fois tous les 3 ans, afin de vérifier que ces valeurs sont conformes ;
- Lors de la visite du site le 18 octobre 2018, le commissaire enquêteur a constaté la présence d'un groupe hydraulique du laboratoire, adossé au N - E à l'extérieur du bâtiment déjà construit de l'usine LATECOERE, qui émet du bruit. Bien qu'il s'agisse d'un équipement faisant partie de la phase 1 du projet déjà autorisée, il est nécessaire d'insonoriser cet équipement.
- Porter à la connaissance de la collectivité chargée de la révision du PLUiH et de la DDT 31 que compte tenu de la présence d'effets hors site, des mesures de maîtrise de l'urbanisation sont à prendre en compte. Elles sont issues de la circulaire du 04 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

**Fait au BEZ le 4 décembre 2018  
Le commissaire enquêteur**



**Jean Claude Barthés**